

COMBATTRE LES INÉGALITÉS DES ÉMISSIONS DE CO₂

La justice climatique au cœur de la reprise post COVID-19

SOUS EMBARGO JUSQU'AU 21 SEPTEMBRE 2020, 00 h 01 GMT

Malgré une baisse importante des émissions de CO₂ en 2020 en lien avec la pandémie de COVID-19, la crise climatique résultant de l'accumulation des émissions dans l'atmosphère a continué de s'aggraver. Un nouveau travail de recherche démontre comment les inégalités extrêmes en matière d'émissions de CO₂, à l'œuvre depuis plusieurs décennies, précipitent le monde vers une catastrophe climatique. Il souligne pourquoi et comment les gouvernements doivent saisir ce moment historique afin de construire des économies plus justes et dans des limites soutenables pour notre planète.

« Comme le démontre le nouveau rapport d'Oxfam, notre modèle économique actuel agit comme un catalyseur du changement climatique catastrophique et des inégalités tout aussi désastreuses. La pandémie de COVID-19 fait inévitablement ressortir la nécessité de reconstruire mieux et d'inscrire l'économie mondiale sur une voie plus juste, plus durable et plus résiliente. Cet engagement collectif doit avoir comme priorité de réduire les émissions de CO₂ de la frange la plus riche de la société, qui pollue de manière disproportionnée. »

M. Ban Ki-moon, vice-président du groupe The Elders, ancien Secrétaire général des Nations Unies

« Le rapport d'Oxfam, qui tombe à point nommé, nous montre une fois de plus que pour lutter contre le changement climatique, nous devons œuvrer pour une justice sociale et économique pour toutes et tous. Les peuples autochtones paient depuis longtemps les frais de la destruction de l'environnement. Il est temps de nous écouter, d'utiliser nos connaissances et de faire de la nature une priorité pour nous sauver. »

Hindou Oumarou Ibrahim, militante pour la protection de l'environnement, membre de la communauté pastorale Mbororo du Tchad et présidente de l'Association des Femmes Peules et Peuples Autochtones du Tchad (AFPAT)

« Le refus manifeste des dirigeant-e-s de mettre un terme aux inégalités colossales freine la mise en place de mesures urgentes pour le climat. Pour les travailleurs et travailleuses, leurs familles et leurs communautés, à tous les niveaux, sur les lieux de travail, dans les secteurs économiques, au niveau national et lors des négociations mondiales sur le climat, nous devons penser une transition juste. Nous devons garantir la justice climatique et donner la parole aux personnes les plus affectées par l'urgence climatique. »

Sharan Burrow, Secrétaire générale de la Confédération syndicale internationale

RÉSUMÉ

En pleine crise économique et sanitaire mondiale, la crise climatique continue sa progression. Les catastrophes climatiques extrêmes n'ont pas marqué d'arrêt pendant la pandémie de coronavirus, avec le cyclone Amphan qui a frappé l'Inde et le Bangladesh ou les incendies qui dévastent actuellement les États-Unis, nous rappelant à quel point le monde est proche de dépasser l'objectif de 1,5 °C défini dans le cadre de l'Accord de Paris.

Une nouvelle recherche menée par Oxfam et le Stockholm Environment Institute (SEI) révèle que les inégalités extrêmes en matière d'émissions de CO₂, à l'œuvre depuis plusieurs décennies, précipitent le monde vers une catastrophe climatique. Entre 1990 et 2015, une période critique pendant laquelle les émissions annuelles ont augmenté de 60 % et les émissions cumulées ont doublé, nous estimons que :

- les 10 % les plus riches de la population mondiale (env. 630 millions de personnes) étaient responsables de 52 % des émissions de CO₂ cumulées, soit près d'un tiers (31 %) du budget carbone mondial au cours de ces seules 25 années (voir Figure 1) ;
- les 50 % les plus pauvres (env. 3,1 milliards de personnes) étaient responsables de seulement 7 % des émissions cumulées soit 4 % dans le budget carbone disponible (voir Figure 1) ;
- les 1 % les plus riches de la population (env. 63 millions de personnes) étaient responsables à eux seuls de 15 % des émissions cumulées et de 9 % du budget carbone, soit deux fois plus que la moitié la plus pauvre de la population mondiale (voir Figure 1) ;
- les 5 % les plus riches (env. 315 millions de personnes) étaient responsables de plus d'un tiers (37 %) de la croissance totale des émissions (voir Figure 2), tandis que la croissance totale des émissions des 1 % les plus riches était trois fois plus élevée que celle des 50 % les plus pauvres (voir Figure 6).

Cette année, les restrictions liées à la pandémie ont entraîné une baisse des émissions dans le monde. Mais à moins que les émissions ne continuent de chuter considérablement, le budget carbone mondial visant à limiter le réchauffement à 1,5 °C sera complètement épuisé à l'horizon 2030. Les inégalités sont telles que les 10 % les plus riches épuiseront à eux seuls ce budget quelques années plus tard, et ce même si les émissions du reste de la population mondiale devenaient nulles dès demain.

Au cours des 20-30 dernières années, la crise climatique s'est amplifiée et le budget carbone mondial limité a été dilapidé au service d'une intensification de la consommation d'une population nantie, et non pour sortir des personnes de la pauvreté. Les deux groupes qui souffrent le plus de cette injustice sont les moins responsables de la crise climatique : les personnes pauvres et marginalisées déjà confrontées aux impacts du changement climatique et les générations futures qui héritent d'un budget carbone épuisé et d'un monde frappé de plein fouet par le dérèglement climatique.

Les gouvernements qui se relèvent de la pandémie de COVID-19 doivent également s'attaquer à la double crise climatique et des inégalités. Ne pas s'attaquer aux inégalités extrêmes en termes d'émissions de CO₂ à un tournant historique (en privilégiant une croissance économique encore plus inégale et fortement émettrice de

Accumulation d'émissions, COVID-19 et budget carbone mondial

La crise climatique découle de l'accumulation des émissions relâchées dans l'atmosphère au fil du temps. C'est pourquoi la baisse des émissions observée pendant le confinement en 2020 n'aura qu'un impact infime à défaut d'une réduction plus ambitieuse des émissions d'une année sur l'autre¹.

Le **budget carbone mondial** définit le volume maximum d'émissions cumulées admissible pour limiter la hausse de la température moyenne dans le monde à 1,5 °C, objectif défini dans l'Accord de Paris, et au-delà duquel les émissions nettes doivent être nulles.

Affectation des émissions mondiales de CO₂ aux personnes

La recherche menée par Oxfam et le SEI évalue comment les émissions mondiales de CO₂ sont affectées aux personnes qui consomment les différents biens et services pour lesquels ces émissions ont été générées. Voir l'Encadré 2.

Il aura fallu près de 140 ans pour consommer un budget carbone mondial de 750 Gt, et seulement 25 ans (de 1990 à 2015) pour avaler le même budget carbone, dont plus de la moitié relevait de la consommation des 10 % les plus riches. Sans action urgente et immédiate, le reste sera entièrement consommé d'ici 2030.

carbone au profit d'une minorité aisée) nous fera tomber de Charybde en Scylla, basculant de la pandémie actuelle vers une crise climatique irréversible et non contrôlée.

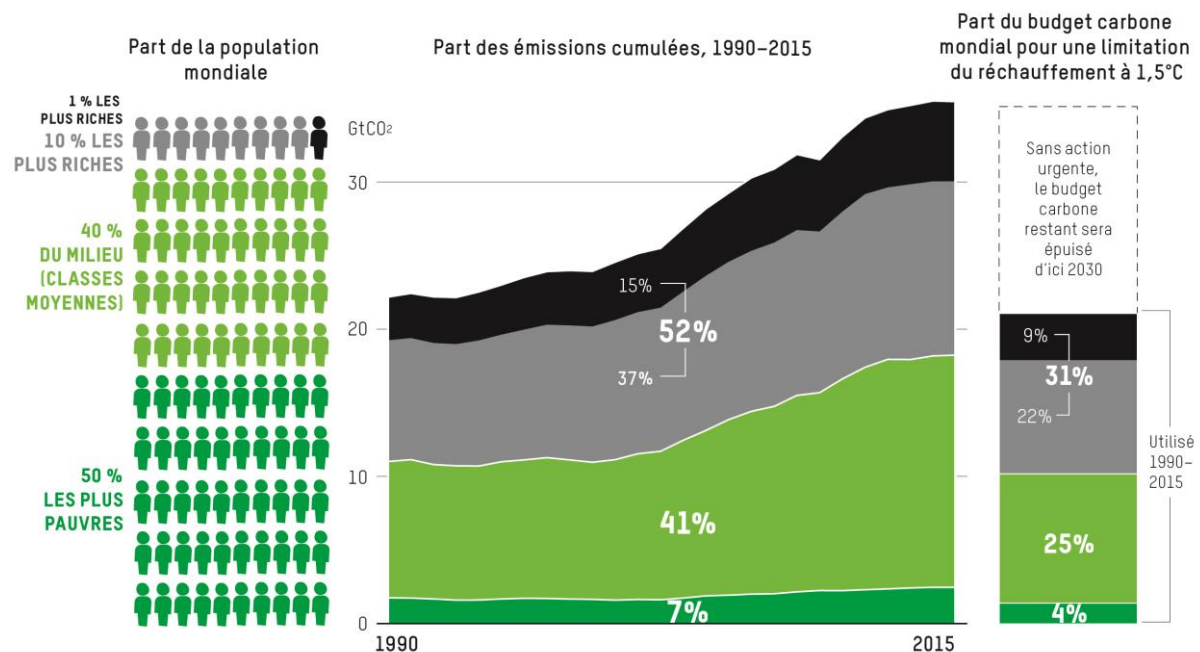
Pourtant, si la pandémie a provoqué une contraction chaotique et souvent inéquitable de la consommation à travers le monde, elle a également permis de démontrer que des changements autrefois inimaginables dans les modes de vie des plus riches pouvaient être adoptés pour le bien de toutes et tous. Les politiques publiques, de l'application d'une taxe carbone sur les produits de luxe (SUV, vols fréquents en classe Affaires, jets privés) au développement d'infrastructures numériques et de transport public, peuvent réduire les émissions et les inégalités et améliorer la santé publique. Mais pour y parvenir avant que le budget carbone visant à limiter le réchauffement à 1,5 °C ne soit totalement épuisé, elles doivent être mises en application dès maintenant.

1 L'ÈRE DES INÉGALITÉS EXTRÊMES EN MATIÈRE D'ÉMISSIONS DE CO₂

La période 1990-2015 a vu une accélération rapide de la crise climatique, avec une croissance annuelle des émissions de CO₂ dans le monde de près de 60 % et un doublement des émissions totales accumulées dans l'atmosphère depuis le milieu du XIX^e siècle².

Le PIB mondial a également doublé pendant cette période, et malgré les progrès considérables réalisés en matière de réduction du nombre de personnes en situation d'extrême pauvreté (vivant avec moins de 1,90 dollar/jour)³, les inégalités de revenus se sont intensifiées dans le monde. La part du produit national revenant aux 1 % les plus riches a augmenté dans la plupart des pays⁴. Il est frappant de constater qu'en 2015, et malgré cette hausse considérable du PIB mondial, près de la moitié de la population mondiale reste en dessous du seuil de pauvreté plus réaliste de 5,50 dollars/jour⁵.

Figure 1 : Part des émissions cumulées et utilisation du budget carbone mondial pour limiter le réchauffement à 1,5 °C entre 1990 et 2015 par différents groupes de revenus mondiaux



Seuil de revenu par habitant-e en 2015 (PPA 2011) des 1 % les plus riches : 109 000 dollars ; 10 % les plus riches : 38 000 dollars ; 40 % du milieu (classes moyennes) : 6 000 dollars ; et 50 % les plus pauvres : moins de 6 000 dollars. Le budget carbone mondial en 1990 avait 33 % de chances de dépasser les 1,5°C : 1 250 Gt

La Figure 1 illustre notre évaluation des émissions de CO₂ associées à la consommation de différents groupes de revenus mondiaux au cours de cette période, ainsi que l'épuisement correspondant du budget carbone mondial visant à limiter le réchauffement à 1,5 °C. Pour plus de détails sur la méthodologie, voir l'Encadré 2 et le rapport de recherche Oxfam/SEI⁶. Nous estimons qu'entre 1990 et 2015 :

- les 10 % les plus riches de l'humanité (env. 630 millions de personnes) étaient à l'origine de 52 % des émissions cumulées, consommant près d'un tiers (31%) du budget carbone mondial ;
- les 1 % les plus riches (env. 63 millions de personnes) représentaient à eux seuls plus de 15 % des émissions cumulées et engloutissaient 9 % du budget carbone. C'est plus du double que les 50 % les plus pauvres (env. 3,1 milliards de personnes) ou plus que les émissions totales cumulées de l'ensemble des citoyens de l'UE⁷ ;
- les 40 % de l'humanité se trouvant dans la classe moyenne mondiale (env. 2,5 milliards de personnes) étaient à l'origine de 41 % des émissions cumulées, et de 25 % du budget carbone, tandis que les 50 % les plus pauvres généraient seulement 7 % des émissions cumulées et consommaient seulement 4 % du budget.

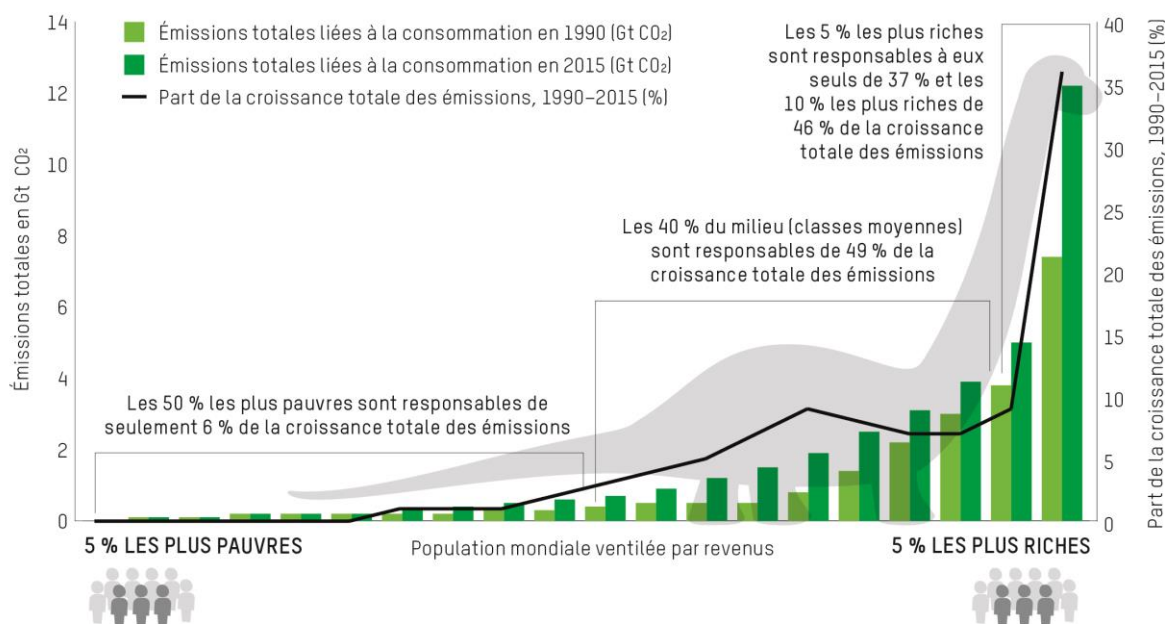
En cas de rebond des émissions suite à la levée des restrictions liées à la pandémie de coronavirus, le budget carbone mondial visant à limiter le réchauffement à 1,5 °C sera complètement épuisé à l'horizon 2030. Les 10 % les plus riches épuiseront à eux seuls ce budget quelques années plus tard, et ce même si les émissions du reste de la population mondiale devenaient nulles dès demain.

Il est frappant de constater que la part des émissions de chaque groupe de revenus n'a pas fondamentalement évolué au cours de cette période. Alors que des millions de personnes sont sorties de la pauvreté extrême dans des pays comme la Chine et l'Inde, avec une hausse considérable de leurs revenus et des émissions correspondantes, les émissions liées à la consommation des plus riches ont également continué de croître.

La Figure 2 illustre comment les émissions liées à la consommation ont augmenté entre 1990 et 2015 pour chaque vingtile (5 %) de la population. Si la plus forte augmentation concerne les émissions par habitant-e parmi la classe moyenne mondiale (partant d'un niveau très faible), les groupes de revenus les plus élevés contribuent le plus à l'augmentation *absolue* des émissions dans le monde (la section de la courbe ressemblant à un dinosaure). Nous estimons qu'entre 1990 et 2015 :

- les 5 % les plus riches (environ 315 millions de personnes) ont été responsables de plus d'un tiers (37 %) de la croissance totale des émissions ;
- les 10 % les plus riches (environ 630 millions de personnes) ont été responsables de 46 % de la croissance totale des émissions, soit à peine moins que les 49 % imputables à la classe moyenne (40 % de la population). Les 50 % les plus pauvres n'ont pratiquement pas augmenté les émissions liées à leur consommation.

Figure 2 : Le « graphique du dinosaure » sur la croissance inégale des émissions de carbone entre 1990 et 2015



Croissance inégale et justice climatique

Une croissance économique inégale ralentit le rythme de réduction de la pauvreté. La Banque mondiale a récemment conclu qu'une croissance inégale persistante n'aura pratiquement aucun effet sur le nombre de personnes vivant avec moins de 1,90 dollar par jour d'ici 2030 ; seule une réduction des inégalités de revenus permettrait d'obtenir de meilleurs résultats⁸. D'après une estimation, au rythme actuel, il faudrait environ 200 ans pour que tout le monde passe au-dessus du seuil de pauvreté de 5,50 dollars. Il s'agit là d'une approche terriblement inefficace et moralement indéfendable de la lutte contre la pauvreté⁹.

Le doublement de l'empreinte carbone par habitant-e des 50 % les plus pauvres de la population mondiale entre 1990 et 2015 aurait *moins* augmenté les émissions mondiales totales que la hausse des émissions imputables aux 1 % les plus riches sur cette même période.

Une croissance inégale a un autre coût : elle implique également un épuisement rapide du budget carbone mondial non pas pour permettre à l'ensemble de l'humanité de vivre une vie décente, mais plutôt pour augmenter encore la consommation d'une minorité de personnes parmi les plus fortunées au monde¹⁰.

Cette injustice est ressentie le plus cruellement par les deux groupes qui contribuent le moins à la crise climatique : d'une part, les personnes les plus pauvres et les plus vulnérables au monde à l'heure actuelle (qui subissent déjà les conséquences d'un monde marqué par un réchauffement climatique de 1 °C), et d'autre part les générations futures qui hériteront d'un budget carbone épuisé et d'un climat encore plus dévastateur.

Encadré 1 : L'injustice climatique intersectorielle

Il est primordial de reconnaître que les inégalités relatives aux émissions de CO₂ et fondées sur les revenus étudiées ici s'entrelacent avec d'autres structures de pouvoir associées - entres autres - au genre, à l'origine ethnique, à l'âge ou à la caste et les renforcent. Cela explique en partie pourquoi, dans de nombreux pays, les hommes blancs ont tendance à être sur-représentés dans les groupes où les revenus sont les plus élevés et les femmes de couleur à être majoritaires dans les groupes où les revenus sont les plus bas¹¹.

Notre corpus de données s'appuie sur des enquêtes menées auprès des ménages ne permettant pas une ventilation par genre ou par toute autre catégorie, même si nous disposons de nombreuses données factuelles démontrant que les membres des ménages ne bénéficient pas d'un accès égal aux ressources¹², ce qui devrait selon toute vraisemblance se refléter dans l'empreinte carbone de chacun-e.

Par exemple, dans les pays plus pauvres, les filles et les femmes en âge de procréer sont plus susceptibles de vivre dans des ménages à bas revenus¹³. Par ailleurs, on retrouve des femmes exposées à la pauvreté et au dénuement dans des ménages non pauvres¹⁴. Dans les pays plus riches, des études ont révélé que les hommes représentaient 75 % des kilomètres parcourus par des individus en voiture en Suède¹⁵ et que les femmes étaient à l'origine de seulement 31 % des émissions de CO₂ générées par des véhicules légers au Canada¹⁶.

En outre, les femmes subissent souvent les impacts du changement climatique différemment des hommes : elles peuvent être amenées à parcourir de plus longues distances pour collecter de l'eau, être les dernières à se nourrir en cas de sécheresse ou assumer la majeure partie des tâches ménagères et des soins au lendemain d'une catastrophe climatique¹⁷. Ces inégalités sont également visibles à travers de nombreux autres prismes, souvent interconnectés, comme le révèle l'étude d'un impact climatique considéré isolément, la chaleur extrême :

- Sur la base des revenus : dans les pays chauds, les ménages plus pauvres sont plus susceptibles d'être exposés à des températures plus élevées que les ménages les plus riches¹⁸ ;
- Sur la base de l'origine ethnique : aux États-Unis, les quartiers en zone rouge, surtout occupés par la communauté noire historiquement privée d'accès aux investissements, sont exposés à des températures jusqu'à 7 °C supérieures à d'autres quartiers de la même ville, car ils comptent moins d'espaces verts¹⁹ ;
- Sur la base de l'âge : au Canada, 8 décès prématurés sur 10 en lien avec la chaleur concernent des personnes de 60 ans et plus²⁰ ;
- Sur la base de l'emploi occupé : en Inde, les personnes qui travaillent en extérieur dans des secteurs comme l'agriculture et la construction, soit 75 % de la main-d'œuvre (l'agriculture emploie même 80 % des femmes actives²¹), sont particulièrement exposées dans un pays qui pourrait être le premier à connaître des vagues de chaleur qui vont au-delà de la capacité de survie d'une personne saine²².

Encadré 2 : Approche méthodologique aux fins d'estimation des inégalités en matière d'émissions de CO₂

L'approche adoptée par Oxfam et le SEI pour estimer la manière dont les émissions globales de CO₂ peuvent être attribuées aux individus d'après leur consommation s'appuie sur le rapport d'Oxfam (2015) intitulé « Inégalités extrêmes et émissions de CO₂ »²³, qui fournit un instantané de la répartition mondiale des émissions sur une année, ainsi que sur les travaux de Chancel et Piketty²⁴, entre autres. Cette approche est expliquée en détail dans le rapport de recherche connexe²⁵.

Nous partons des données sur les émissions liées à la consommation nationale de 117 pays de 1990 à 2015. Cela reflète à la fois les émissions produites dans un pays et celles liées aux importations, tout en excluant celles rattachées aux exportations. Nous allouons les émissions liées à la consommation nationale aux individus de chaque pays selon une relation fonctionnelle entre les revenus et les émissions, en nous appuyant sur les nouveaux ensembles de données sur la répartition des revenus.

Sur la base de nombreuses études menées au niveau national, régional et mondial, nous partons du principe que les émissions augmentent proportionnellement au niveau de revenu, entre un seuil minimal et un plafond maximal d'émissions. Ces estimations des émissions dues à la consommation des individus dans chaque pays sont ensuite triées selon une répartition mondiale d'après les revenus.

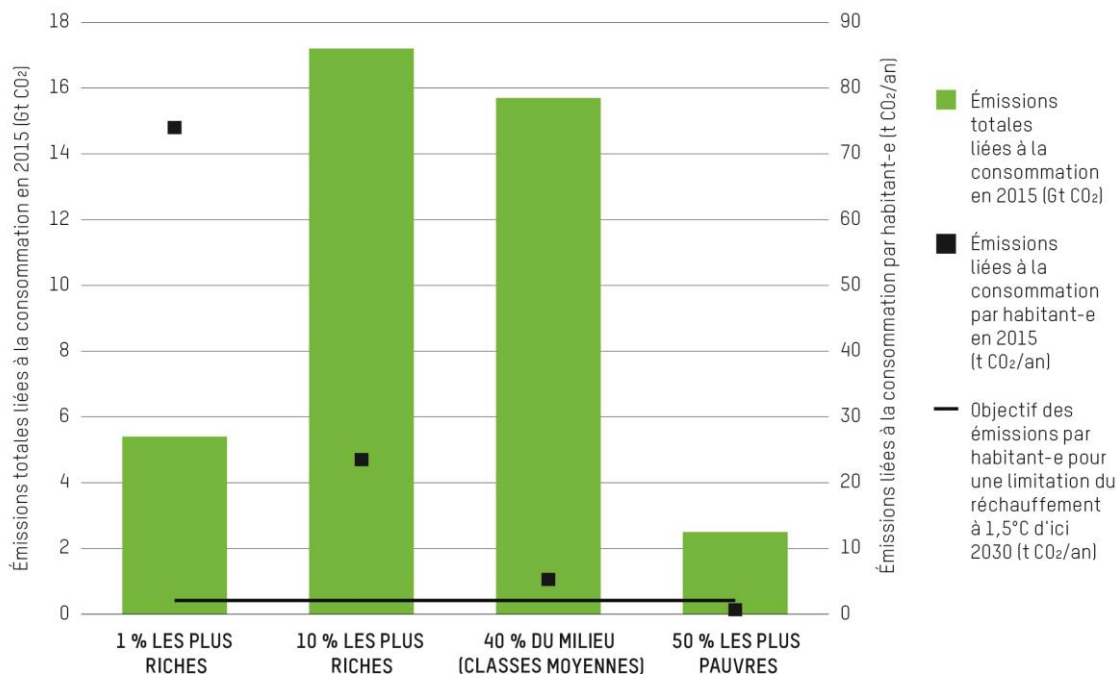
2 LUTTER CONTRE LES INÉGALITÉS EN MATIÈRE D'ÉMISSIONS DE CO₂

Depuis une vingtaine d'années, de nombreux débats publics et politiques sur le changement climatique portent sur l'impact de la classe moyenne mondiale dans des pays comme la Chine et l'Inde. Bien que cela soit essentiel, notre analyse souligne l'importance de s'intéresser également de près à l'impact disproportionné de la part la plus aisée de la population mondiale, quel que soit le pays, afin d'encourager une utilisation plus équitable du budget carbone mondial restant.

Afin de limiter le réchauffement planétaire à 1,5 °C, la moyenne mondiale des émissions par habitant-e devrait être d'environ 2,1 tonnes/an d'ici 2030²⁶. D'après nos estimations, comme illustré dans la Figure 3 :

- L'empreinte carbone due à la consommation par habitant-e des 1 % les plus riches est actuellement 35 fois plus élevée que l'objectif fixé pour 2030 et plus de 100 fois plus élevée que celle des 50 % les plus pauvres. L'empreinte carbone par habitant-e des 10 % les plus riches est plus de 10 fois supérieure à l'objectif fixé pour maintenir le réchauffement en dessous de 1,5 °C d'ici 2030 et plus de 30 fois plus élevée que celle des 50 % les plus pauvres.
- Une réduction de l'empreinte carbone par habitant-e des 10 % les plus riches à un niveau conforme à l'objectif de 1,5 °C d'ici 2030 signifierait une réduction des émissions de CO₂ de plus d'un tiers (>15 Gt). Le simple fait de ramener celles-ci à la moyenne de l'UE (8,2 t/an) diminuerait les émissions mondiales de plus d'un quart (env. 10 Gt).

Figure 3 : Émissions liées à la consommation totale et par habitant-e en 2015, selon les différents groupes de revenus mondiaux

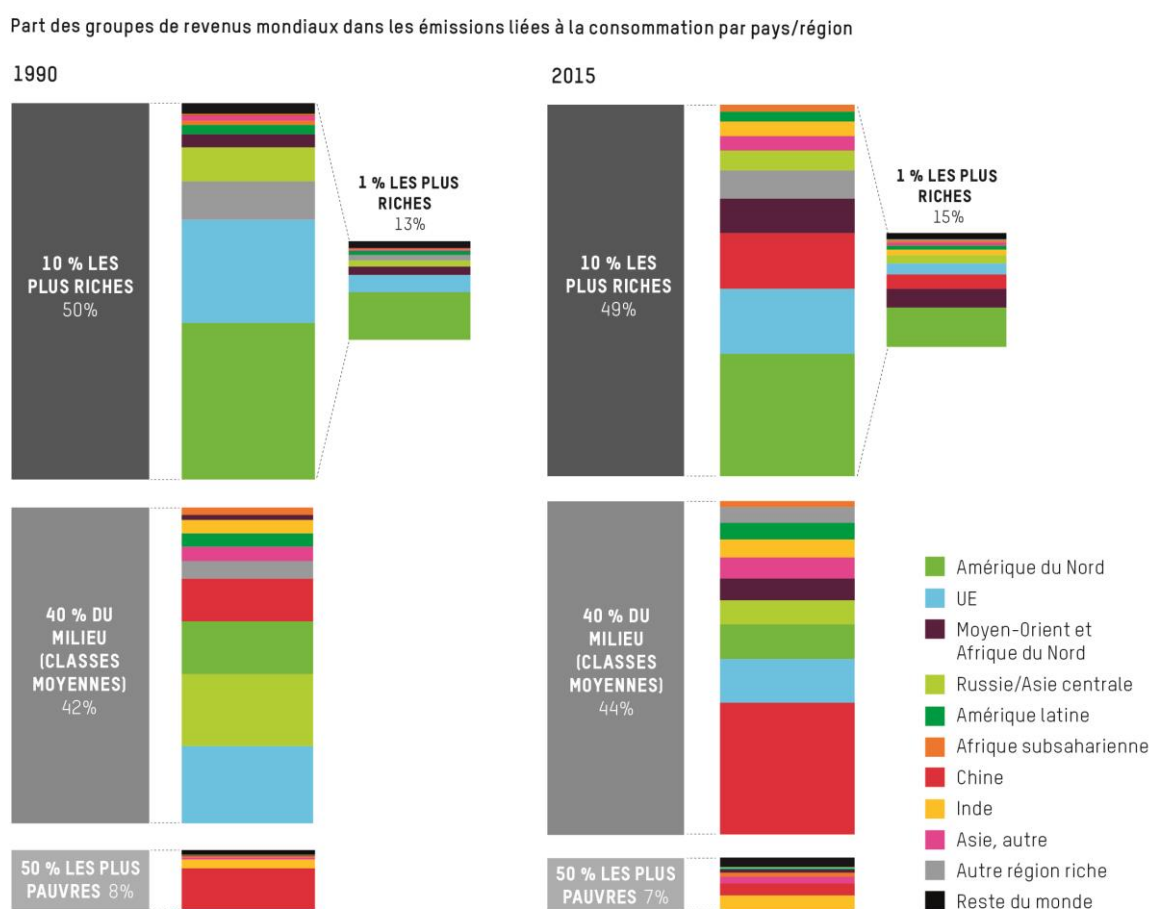


Par où commencer ?

Les 10 % les plus riches dans le monde sont réparti-e-s sur tous les continents, et la composition géographique du groupe a évolué au cours des 20 à 30 dernières années. Comme illustré dans la Figure 4 :

- Près de la moitié des émissions des 10 % les plus riches (24,5 % des émissions mondiales) sont aujourd'hui imputables à la consommation des citoyen-ne-s nord-américain-e-s²⁷ et de l'UE, et environ un cinquième (9,2 % des émissions mondiales) proviennent de citoyen-ne-s de Chine et d'Inde.
- Plus d'un tiers des émissions des 1 % les plus riches (5,7 % des émissions mondiales) sont aujourd'hui imputables à des citoyen-ne-s des États-Unis. Viennent ensuite les résident-e-s du Moyen-Orient et de Chine (respectivement 2,7 % et 2,1 % des émissions planétaires).

Figure 4 : Variation géographique des parts d'émissions liées à la consommation, dans les différents groupes de revenus mondiaux, 1990-2015



Les formes de consommation à l'origine de l'empreinte très lourde de ces groupes peuvent varier considérablement selon le contexte national de leur lieu de résidence, entre autres facteurs. Par exemple, il est vraisemblable que les émissions liées aux déplacements automobiles seront plus élevées dans les pays les moins densément peuplés ou que les émissions dues au chauffage résidentiel seront supérieures dans les pays au climat plus froid²⁸. Quoi qu'il en soit, des études menées au niveau national permettent d'identifier certains schémas dans les habitudes de consommation des personnes à hauts revenus. À titre d'exemple, la Figure 5 présente les catégories de consommation associées aux foyers parmi les 10 % et les 1 % les plus émetteurs dans l'UE, d'après une autre analyse récente²⁹.

Figure 5 : Principales catégories de consommation au sein des plus grands émetteurs de l'UE (2010)³⁰



Le transport représente de loin la plus grande part des émissions parmi ces forts émetteurs au sein de l'UE : déplacements en voiture particulière, mais surtout, pour les plus forts émetteurs, en avion. Ce schéma semble commun à l'ensemble des régions : une autre étude récente estime que les foyers parmi les 10 % les plus riches dans le monde consomment environ 45 % de toute l'énergie associée au transport terrestre et quelque 75 % de toute l'énergie liée à l'aviation, contre seulement 10 % et 5 % respectivement pour les 50 % les plus pauvres³².

L'Agence internationale de l'énergie a calculé que le marché automobile de luxe pour les véhicules tout-terrain de loisir (SUV) était à l'origine de la plus forte hausse des émissions de CO₂ entre 2010 et 2018 après le secteur de l'énergie. Aujourd'hui, près de la moitié des véhicules neufs vendus aux États-Unis et un tiers dans l'UE sont des SUV³¹.

Aujourd'hui à l'origine d'environ un quart des émissions mondiales de CO₂, dont la majeure partie provient des véhicules routiers, avec une augmentation rapide dans de nombreux pays, le transport se révèle la catégorie de consommation la plus inégalitaire, avec une élasticité de la demande d'après le revenu bien supérieure à 1 (c.-à-d. que les dépenses de transport augmentent de plus de 100 % lorsque les revenus augmentent de 100 %). La consommation d'électricité et le chauffage résidentiel sont en revanche moins élastiques, ce qui implique qu'ils sont des biens de base, qui ont tendance à constituer la plus grande part des émissions de CO₂ des groupes de revenus inférieurs.

Aux États-Unis, les émissions liées au transport augmentent d'année en année depuis 2012 et représentent à elles seules la principale source d'émissions du pays depuis 2016, dépassant le secteur de l'énergie³³.

Il est essentiel de comprendre ces différences pour identifier les mesures politiques à déployer afin de réduire de manière équitable l'empreinte carbone due à la consommation. Les impôts ou les interdictions sont des mesures plus appropriées pour restreindre la consommation d'articles de luxe à forte empreinte carbone comme les SUV et les voitures de sport haut de gamme, ou les vols fréquents en classe Affaires ou en jet privé³⁴. L'investissement public, par exemple pour l'amélioration énergétique de logements abordables, se révèle en revanche plus indiqué pour réduire les émissions de CO₂ associées au chauffage résidentiel, car cela évite de pénaliser les foyers à revenus plus faibles.

Encadré 3 : Responsabilité individuelle contre changement systémique

Si les personnes relativement aisées peuvent faire une réelle différence par des actions volontaires (en prenant moins l'avion ou en optant pour les transports publics), cela est loin d'être suffisant.

Les inégalités extrêmes actuellement à l'œuvre en matière d'émissions de CO₂ découlent de choix politiques opérés au cours des 20 à 30 dernières années, une période dominée par la pensée économique néolibérale et la confiscation politique par une élite. C'est aussi une période qui a vu les inégalités de revenus et de richesses exploser dans la plupart des pays³⁵, à l'image des systèmes patriarcaux et colonialistes profondément enracinés qui privilégient la domination et l'enrichissement d'une poignée de personnes aux dépens du reste de la population.

Ces causes systémiques exigent des solutions systémiques : de nouveaux modèles économiques qui ne s'appuient pas sur une croissance indéfinie de la consommation de la population déjà aisée. Au-delà d'un changement de l'approvisionnement énergétique, nous avons besoin de politiques qui réduisent la demande parmi les plus riches, qui sont les plus forts émetteurs, tout en privilégiant les efforts pour assurer le respect des droits humains de toutes et tous³⁶.

De telles politiques progressistes axées sur la demande peuvent inclure des taxes spéciales ou des interdictions portant sur les biens et services de luxe à forte empreinte carbone ; des prix du carbone étendus avec un recyclage des recettes en faveur des pauvres ; une plus grande distribution des revenus et des richesses ; ou la remise en cause des stéréotypes promouvant la croissance et le consumérisme individuel comme quelque chose de normal et désirable, signe de puissance et de virilité.

En plus de limiter l'empreinte des hauts revenus, de telles mesures pourraient conduire à un point de basculement social³⁷ plus vaste rendant les réductions plus acceptables par d'autres émetteurs relativement forts³⁸, remettant en cause l'influence politique des forts émetteurs³⁹ et déclenchant des changements plus profonds dans les normes sociales, raciales et de genre concernant la consommation sans limite⁴⁰.

Recommandations pour la reprise économique suite à la pandémie de COVID-19

Les gouvernements doivent inscrire la lutte contre la double crise du changement climatique et des inégalités au cœur des efforts de reprise suite à la pandémie de COVID-19. Ils ont là une occasion historique, et qui ne se représentera plus, de s'atteler au développement d'une économie plus équitable dans les limites de notre planète, à la création d'emplois décents dont la population a besoin maintenant et au renforcement de la résilience des plus vulnérables aux chocs à venir, tout en préservant notre climat pour les générations futures.

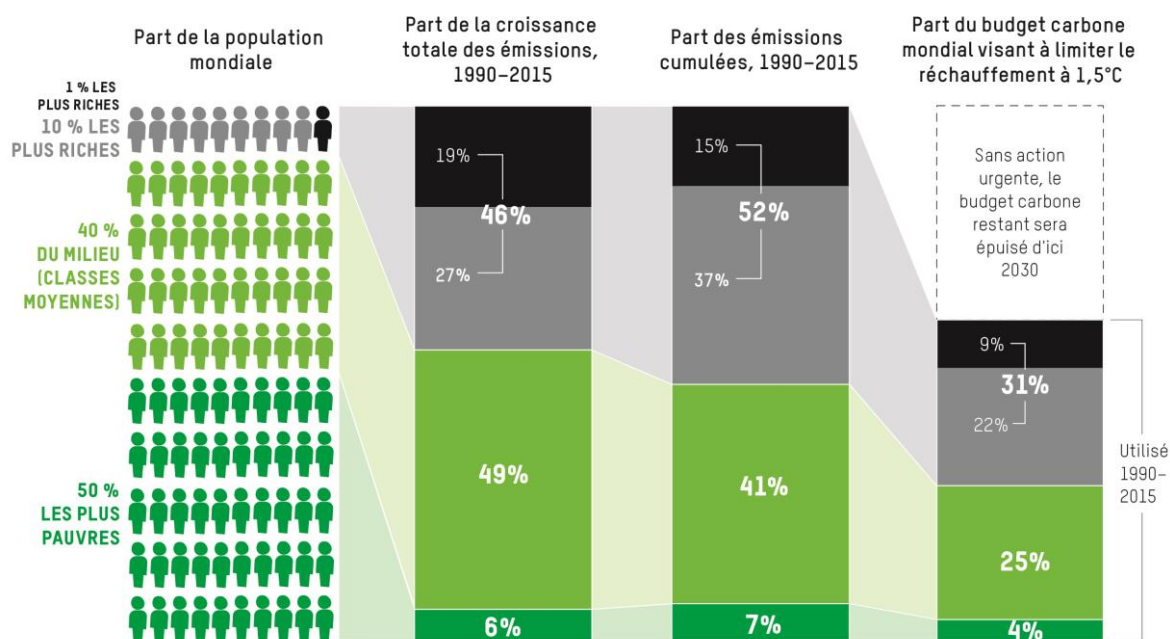
La pandémie a provoqué une contraction imprévue et souvent inéquitable de la consommation à travers le monde. Mais elle a également montré que les gouvernements pouvaient prendre des mesures radicales face à une menace imminente et que des changements autrefois inimaginables dans les modes de vie des riches du monde entier pouvaient être adoptés pour le bien de toutes et tous.

Des mesures de politique publique appropriées, déployées dès maintenant, peuvent à la fois réduire les émissions des plus riches avant d'épuiser le budget carbone mondial pour rester en deçà de 1,5 °C de réchauffement et créer des sociétés plus saines, plus soudées et plus résilientes. Outre des mesures essentielles pour faire évoluer l'approvisionnement énergétique au profit de sources renouvelables durables, les gouvernements doivent envisager les leviers suivants :

- Impôt sur la fortune, taxes carbone sur les produits et services de luxe (comme des taxes carbone sur les ventes de SUV, les jets privés ou les super-yachts, ou des taxes sur les vols fréquents ou en classe Affaires) et une tarification progressive étendue du carbone afin de financer par exemple l'extension de services sociaux universels ;
- Arrêt de l'exonération fiscale sur le carburant d'aviation, des plans de sauvetage inconditionnels de l'industrie aéronautique et des allègements fiscaux pour les véhicules de société ;
- Investissement public, notamment pour créer des garanties pour des emplois décents, parallèlement à une réduction du temps de travail dans la mesure du possible, par exemple :
 - construction d'infrastructures pour la mobilité électrique, les transports publics, le vélo, la marche et les communications numériques afin de proposer des alternatives au transport à forte empreinte carbone ;

- amélioration de l'efficacité énergétique des logements, en particulier pour réduire la facture énergétique des groupes marginalisés ou à faibles revenus ;
- développement des secteurs sobres en carbone comme la santé et l'aide sociale, bénéficiant surtout aux femmes et aux groupes marginalisés ou à faibles revenus ;
- Interdiction de la publicité dans les lieux publics, exigence de modèles commerciaux plus circulaires et d'un droit à la réparation des biens manufacturés et changement de la gouvernance d'entreprise pour mettre fin aux logiques court-termistes des entreprises et responsabiliser ces dernières pour les impacts sociaux et environnementaux à long terme ;
- Définition d'objectifs nationaux s'appuyant sur des bases scientifiques et sur le principe d'équité afin de réduire les émissions de CO₂ dues à la consommation et à la production, et développement d'un ensemble élargi d'indicateurs de progrès économique qui transforment les dimensions de genre et vont au-delà du seul PIB, à l'image du budget du bien-être en Nouvelle-Zélande ;
- Et, dernier point absolument essentiel, intégration des principes du dialogue social à tous les niveaux afin de garantir que la main-d'œuvre des secteurs concernés, les femmes et les groupes marginalisés ou à faibles revenus aient voix au chapitre dans la conception d'une transition juste vers une économie permettant de maintenir le réchauffement climatique en deçà de 1,5 °C et vers une société permettant à l'ensemble de ses membres de prospérer.

Figure 6 : Synthèse des principales conclusions de la nouvelle recherche d'Oxfam et du SEI



Seuil de revenu par habitant-e en 2015 [PPA 2011] des 1 % les plus riches : 109 000 dollars ; 10 % les plus riches : 38 000 dollars ; 40 % du milieu (classes moyennes) : 6 000 dollars ; et 50 % les plus pauvres : moins de 6 000 dollars. Le budget carbone mondial en 1990 avait 33 % de chances de dépasser les 1,5°C : 1 250 Gt

NOTES

- 1 R. Betts et al. (2020), Analysis: What impact will the coronavirus pandemic have on atmospheric CO₂? <https://www.carbonbrief.org/analysis-what-impact-will-the-coronavirus-pandemic-have-on-atmospheric-co2>
- 2 D'après <http://cait.wri.org/>, les émissions mondiales cumulées de CO₂ entre 1850 et 1989 étaient d'environ 753 Gt. D'après notre corpus de données, elles étaient de 722 Gt entre 1990-2015.
- 3 Sur la période 1990-2015, le taux de pauvreté établi à 1,90 dollar/jour a reculé de 36 % à 10 %. Voir <https://donnees.banquemondiale.org/>
- 4 Département des affaires économiques et sociales des Nations Unies (UNDESA) (2020), World Social Report 2020: Inequality In A Rapidly Changing World. <https://www.un.org/development/desa/dspd/wp-content/uploads/sites/22/2020/01/World-Social-Report-2020-FullReport.pdf>
- 5 Sur la période 1990-2015, le taux de pauvreté établi à 5,50 dollars/jour a reculé de 67,1 % à 46,2 %. Voir <https://donnees.banquemondiale.org/>
- 6 S. Kartha, E. Kempt-Benedict, E. Ghosh, A. Nazareth et T. Gore (2020), The Carbon Inequality Era: An assessment of the global distribution of consumption emissions among individuals from 1990 to 2015 and beyond. Oxfam et SEI. <https://oxfamilibrary.openrepository.com/handle/10546/621049>
- 7 D'après nos estimations, les émissions cumulées des 1 % les plus riches entre 1990 et 2015 étaient de 111 Gt, et les émissions cumulées au sein de l'UE sur cette même période de 108 Gt.
- 8 C. Lakner, D. G. Mahler, M. Negre et E. B. Prydz (2019), How Much Does Reducing Inequality Matter for Global Poverty? <http://documents1.worldbank.org/curated/en/328651559243659214/pdf/How-Much-Does-Reducing-Inequality-Matter-for-Global-Poverty.pdf>
- 9 D. Woodward (2015), Incrementum ad Absurdum: Global growth, inequality and poverty eradication in a carbon-constrained world. *World Economic Review* 4:43-62. <http://wer.worldeconomicassociation.org/files/WEA-WER-4-Woodward.pdf>
- 10 Un argumentaire similaire est développé dans T. Wiedmann, M. Lenzen, L. T. Keyßer et J. K. Steinberger (2020), Scientists' warning on affluence. *Nature communications*, 11(1):1-10 <https://www.nature.com/articles/s41467-020-16941-y>
- 11 Inequality.org (non daté), Facts: Gender Economic Inequality. <https://inequality.org/facts/gender-inequality/> et C. Coffey, P. Espinoza Revollo, R. Harvey, M. Lawson, A. Parvez Butt, K. Piaget, D. Sarosi et J. Thekkudan (2020), Celles qui comptent : Reconnaître la contribution considérable des femmes à l'économie pour combattre les inégalités Oxfam. <https://dx.doi.org/10.21201/2020.5419> <https://www.oxfam.org/fr/publications/celles-qui-comptent>
- 12 S. H. Chant (Ed.) (2011), The international handbook of gender and poverty: concepts, research, policy. Edward Elgar Publishing. https://www.researchgate.net/publication/44019425_The_International_Handbook_of_Gender_and_Poverty_Concepts_Research_Policy
- 13 A. M. M. Boudet, P. Buitrago, B. L. de la Briere, D. Newhouse, E. R. Matulevich, K. Scott et P. Suarez-Becerra (2018), Gender differences in poverty and household composition through the life-cycle: A global perspective. <http://documents1.worldbank.org/curated/en/135731520343670750/pdf/WPS8360.pdf>
- 14 C. Brown, M. Ravallion et D. Van De Walle (2017), Are poor individuals mainly found in poor households? Evidence using nutrition data for Africa. Banque mondiale. <http://documents1.worldbank.org/curated/en/427491489094206188/pdf/WPS8001.pdf>
- 15 A. Kronsell, L. Smidfelt Rosqvist et L. Winslott Hiselius (2014), Sustainability transitions and gender in transport sector decisions. https://www.researchgate.net/publication/272448017_Sustainability_transitions_and_gender_in_transport_sector_decisions
- 16 M. G. Cohen (2014), Gendered emissions: counting greenhouse gas emissions by gender and why it matters. *Alternate Routes: A Journal of Critical Social Research*, 25. <http://www.alternateroutes.ca/index.php/ar/article/view/20595>
- 17 United Nations Women Watch (2009), Factsheet: Women, Gender Equality and Climate Change. https://www.un.org/womenwatch/feature/climate_change/factsheet.html
- 18 J. Park, M. Bangalore, S. Hallegatte et E. Sandhoefner (2018), Households and heat stress: estimating the distributional consequences of climate change. *Environment and Development Economics*. http://eprints.lse.ac.uk/87547/1/Bangalore_Households%20and%20heat%20stress_2018.pdf
- 19 J. S. Hoffman, V. Shandas et N. Pendleton (2020), The effects of historical housing policies on resident exposure to intra-urban heat: A study of 108 US urban areas. *Climate*, 8(1):12. <https://www.mdpi.com/2225-1154/8/1/12/htm>

- 20 G. P. Kenny, J. Yardley, C. Brown, R. J. Sigal et O. Jay (2010), Heat stress in older individuals and patients with common chronic diseases. *Cmaj*, 182(10):1053-1060. <https://www.ncbi.nlm.nih.gov/pmc/articles/PMC2900329/>
- 21 Oxfam Inde (15 novembre 2018), Move over 'Sons of the soil': Why you need to know the female farmers that are revolutionizing agriculture in India. <https://www.oxfamindia.org/women-empowerment-india-farmers>
- 22 M. Jena (7 septembre 2020), India's Outdoor Workers on the Frontlines of Climate Change. Inter Press Service. <http://www.ipsnews.net/2020/02/indias-outdoor-workers-frontlines-climate-change/>
- 23 T. Gore (2015), Inégalités extrêmes et émissions de CO₂ : Pourquoi l'accord sur le climat de Paris doit donner la priorité aux populations les plus pauvres, les moins émettrices et les plus vulnérables. Oxfam. <https://oxfamilibrary.openrepository.com/handle/10546/582545?show=full>
- 24 T. Piketty et L. Chancel (2015), Carbon and inequality: from Kyoto to Paris. Trends in the Global Inequality of Carbon Emissions (1998-2013) and Prospects for An Equitable Adaptation Fund. Paris : Paris School of Economics. <http://piketty.pse.ens.fr/files/ChancelPiketty2015.pdf>
- 25 S. Kartha et al. (2020), The Carbon Inequality Era. Op. cit.
- 26 D'après l'estimation médiane des scénarios « en dessous de 1,5 °C » envisagés dans le rapport du GIEC sur le réchauffement planétaire de 1,5 °C concernant les émissions globales de CO₂ provenant des énergies fossiles et de l'industrie en 2030 (18 gigatonnes divisées par 8,5 milliards d'êtres humains en 2030, selon les projections des Nations Unies). Voir le Tableau 2.4 dans https://www.ipcc.ch/site/assets/uploads/sites/2/2019/06/SR15_Full_Report_High_Res.pdf
- 27 Canada et États-Unis.
- 28 Dans cette étude, l'estimation des émissions associées à la consommation individuelle tient compte de la part mineure des émissions nationales dues à la consommation attribuées aux gouvernements et à la formation de capital, en considérant, comme Chancel et Piketty (2015), qu'il est raisonnable de partir du principe que cela bénéficie en bout de chaîne aux individus. Cela explique également les différences d'empreinte carbone des personnes à hauts revenus d'un pays à l'autre.
- 29 D. Ivanova. et R. Wood (2020), The unequal distribution of household carbon footprints in Europe and its link to sustainability. *Global Sustainability* 3. e18. https://www.cambridge.org/core/services/aop-cambridge-core/content/view/F1ED4F705AF1C6C1FCAD477398353DC2/S2059479820000125a.pdf/unequal_distribution_of_household_carbon_footprints_in_europe_and_its_link_to_sustainability.pdf
- Dans cette étude, l'empreinte carbone estimée des 10 % les plus forts émetteurs dans l'UE est de 22,9 tCO₂e et celle des 1 % les plus forts émetteurs est de 54,9 tCO₂e, soit un niveau comparable à nos estimations pour les 10 % et les 1 % les plus riches dans le monde (respectivement 23,8 et 74 tCO₂), ainsi qu'à nos estimations pour les 10 % et les 1 % les plus riches dans l'UE (respectivement 15,8 et 49,7 tCO₂).
- 30 D. Ivanova et R. Wood (2020), Op. cit.
- 31 L. Cozzi et A. Petropoulos (2019), Growing preference for SUVs challenges emissions reductions in passenger car market. <https://www.iea.org/commentaries/growing-preference-for-suvs-challenges-emissions-reductions-in-passenger-car-market>
- 32 Y. Oswald, A. Owen et J. K. Steinberger (2020), Large inequality in international and intranational energy footprints between income groups and across consumption categories. *Nature Energy*, 5(3): 231-239. <https://www.nature.com/articles/s41560-020-0579-8>
- 33 P. Benoit (mars 2020), Everything You Need to Know About the Fastest-Growing Source of Global Emissions: Transport. *Ethics and International Affairs*. <https://www.wri.org/blog/2019/10/everything-you-need-know-about-fastest-growing-source-global-emissions-transport>
- 34 P. Benoit (mars 2020), A Luxury Carbon Tax to Address Climate Change and Inequality: Not All Carbon Is Created Equal. *Ethics and International Affairs*. <https://www.ethicsandinternationalaffairs.org/2020/a-luxury-carbon-tax-to-address-climate-change-and-inequality-not-all-carbon-is-created-equal/>
- 35 D. Hardoon (2017), Une économie au service des 99 %. Il est temps de construire une économie centrée sur l'humain qui profite à tous, et non à quelques privilégiés. Oxfam. DOI : <http://dx.doi.org/10.21201/2017.8616> ; D. Alejo Vázquez Pimentel, I. Macías Aymar et M. Lawson (2018), Partager la richesse avec celles et ceux qui la créent : Pour mettre un terme à la crise des inégalités, il est indispensable de construire l'économie autour des citoyen-ne-s ordinaires, et non des riches et des puissant-e-s. Oxfam. DOI : <http://dx.doi.org/10.21201/2017.1350>
- 36 T. Wiedmann, M. Lenzen, L. T. Keyßer et J. K. Steinberger (2020). Scientists' warning on affluence. *Nature communications*, 11(1): 1-10. Extrait de : <https://www.nature.com/articles/s41467-020-16941-y>. <https://www.nature.com/articles/s41467-020-16941-y>
- 37 I. M. Otto, J. F. Donges, R. Cremades, A. Bhowmik, R. J. Hewitt, W. Lucht, J. Rockström, F. Allerberger, M. McCaffrey, S. S. Doe et A. Lenferna (2020), Social tipping dynamics for stabilizing

Earth's climate by 2050. Proceedings of the National Academy of Sciences, 117(5):2354-2365.
<https://www.pnas.org/content/117/5/2354>

- 38 T. Piketty (11 juin 2019), L'illusion de l'écologie centrée. Le Monde.
<https://www.lemonde.fr/blog/piketty/2019/06/11/lillusion-de-lecologie-centree/>
- 39 D. Fuchs, A. Di Giulio, K. Glaab, S. Lorek, M. Maniates, T. Princen et I. Røpke (2016), Power: the missing element in sustainable consumption and absolute reductions research and action. Journal of Cleaner Production, 132: 298-307
<https://www.sciencedirect.com/science/article/abs/pii/S0959652615001109?via%3Dihub>
- 40 S. Gössling (2019), Celebrities, air travel, and social norms. Annals of Tourism Research. 79: 102775. <https://www.sciencedirect.com/science/article/abs/pii/S016073831930132X>

OXFAM

Ce document a été rédigé par Tim Gore, avec l'aide de Mira Alestig et Anna Ratcliff.

Oxfam est une confédération internationale de 20 organisations qui, dans le cadre d'un mouvement mondial pour le changement, travaillent en réseau dans plus de 90 pays à la construction d'un avenir libéré de l'injustice qu'est la pauvreté. Pour de plus amples informations, veuillez contacter les différents affiliés ou visiter www.oxfam.org

Oxfam Amérique (www.oxfamamerica.org)	Oxfam Inde (www.oxfamindia.org)
Oxfam Australie (www.oxfam.org.au)	Oxfam Intermón (Espagne) (www.oxfamintermon.org)
Oxfam-en-Belgique (www.oxfamsol.be)	Oxfam Irlande (www.oxfamireland.org)
Oxfam Brésil (www.oxfam.org.br)	Oxfam Italie (www.oxfamitalia.org)
Oxfam Canada (www.oxfam.ca)	Oxfam Mexique (www.oxfammexico.org)
Oxfam France (www.oxfamfrance.org)	Oxfam Nouvelle-Zélande (www.oxfam.org.nz)
Oxfam Allemagne (www.oxfam.de)	Oxfam Novib (Pays-Bas) (www.oxfamnovib.nl)
Oxfam GB (www.oxfam.org.uk)	Oxfam Québec (www.oxfam.qc.ca)
Oxfam Hong Kong (www.oxfam.org.hk)	Oxfam Afrique du Sud (www.oxfam.org.za)
Oxfam IBIS (Danemark) (www.oxfamibis.dk)	KEDV (www.kedv.org.tr/)